

Art. 3. Na het openbaar onderzoek brengt de Vlaamse regering verslag uit aan de Vlaamse Raad. De Vlaamse regering duidt in toepassing van artikel 52 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals gewijzigd door het decreet van 14 juli 1993 houdende maatregelen tot bescherming van de kustduinen, de definitief beschermde duingebieden en voor het duingebied belangrijke landbouwgebieden aan en legt het besluit ter bekrachtiging aan de Vlaamse Raad voor. Dit besluit vervalt indien het op 31 december 1994 niet is bekrachtigd.

Deze termijn wordt met zes maanden verlengd als de Vlaamse Raad voor deze datum wordt ontbonden. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 januari 1994.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Huisvesting,  
N. DE BATSELIER

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 94 — 555

26 JANVIER 1994. — Décret portant ratification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 septembre 1993 relatif à la désignation de zones de dunes protégées et de zones agricoles ayant une importance pour les dunes (1)

Le Conseil flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret règle une matière visée à l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement flamand du 15 septembre 1993 relatif à la désignation de zones de dunes protégées et de zones agricoles ayant une importance pour les dunes est ratifié produisant ses effets le 17 septembre 1993, date de son entrée en vigueur.

Cette ratification est valable jusqu'au 31 décembre 1994. Après avoir établi l'inventaire jusqu'au niveau des lots et après l'enquête publique afférente, le Conseil flamand arrête les zones de dunes protégées et les zones agricoles ayant une importance pour les dunes.

Art. 3. Après l'enquête publique, le Gouvernement flamand transmet un rapport au Conseil flamand. Le Gouvernement flamand désigne les zones de dunes protégées à titre définitif et les zones agricoles ayant une importance pour les dunes en application de l'article 52 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 14 juillet 1993 portant mesures de protection des dunes côtières, et soumet l'arrêté au Conseil flamand pour ratification. Le présent arrêté est annulé s'il n'est pas ratifié le 31 décembre 1994.

Ce délai est prolongé de six mois si le Conseil flamand est dissout avant cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 janvier 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Infrastructure,  
N. DE BATSELIER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 556

[C — 27097]

9 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 84/360/CEE du 28 juin 1984 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles;

Vu la loi du 28 décembre 1984 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur;

(1) *Session 1992-1993.*

*Documents.* — Projet de décret 403 — n° 1. — Amendement 403 — n° 2.

*Session 1993-1994.*

Amendements 403 — n° 3 et 4. — Rapport 403 — n° 5.

*Annales.* — Discussion et adoption. — Séances du 13 janvier 1994.

Vu les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947 portant approbation du Règlement général pour la protection du travail;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils et ses arrêtés subséquents;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets modifié par les décrets du 9 avril 1987, 30 juin 1988, 4 et 25 juillet 1991 et ses arrêtés subséquents;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 7 juillet 1988 relatif aux mines et ses arrêtés subséquents;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 octobre 1988 sur les carrières et ses arrêtés subséquents;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques et dangereux;

Vu l'avis de la Commission des Déchets en date du 28 octobre 1992;

Vu l'avis de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières en date du 12 novembre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

**Article 1er.** Le présent arrêté s'applique aux catégories d'installations industrielles reprises à l'annexe I.

Il complète les procédures d'autorisation auxquelles les catégories d'installations industrielles visées sont déjà soumises en vertu d'autres réglementations.

#### CHAPITRE II. — *Définitions*

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> autorisations :

- les autorisations d'exploiter délivrées en vertu du Règlement général pour la protection du travail,
- les permis de valorisation délivrés en vertu du décret du 9 mai 1985 sur les terrils,
- les autorisations d'exploiter relatives à des installations d'élimination ou de valorisation de déchets délivrées en vertu du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets,
- les actes de concession de mine délivrés en vertu du décret du 7 juillet 1988 relatif aux mines,
- les permis d'extraction délivrés en vertu du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières.

2<sup>o</sup> valeur limite d'émission : la concentration et/ou la masse de substances polluantes à ne pas dépasser dans les émissions en provenance d'installations pendant une période déterminée;

3<sup>o</sup> valeur limite de qualité de l'air : la concentration de substances polluantes dans l'air pendant une période déterminée, à ne pas dépasser;

4<sup>o</sup> autorité compétente : autorité chargée de délivrer les autorisations ou permis désignés au 1<sup>o</sup>;

5<sup>o</sup> fonctionnaire technique : le fonctionnaire de la division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-sol, de l'Office régional wallon des Déchets ou de la division des Pollutions industrielles, chargé, chacun en ce qui le concerne, par le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, d'assurer ou de surveiller l'exécution des dispositions du présent arrêté;

6<sup>o</sup> installation : tout établissement ou toute autre installation fixe servant à des fins industrielles ou d'utilité publique, susceptible de causer une pollution atmosphérique;

7<sup>o</sup> installation existante : une installation dont l'autorisation d'exploiter et/ou le permis de bâtir a été délivré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

#### CHAPITRE III. — *Des autorisations*

**Art. 3. § 1er.** Les autorisations relatives à des installations visées par les catégories reprises à l'annexe I comportent des conditions particulières d'exploitation en matière de pollution atmosphérique applicables à l'installation qui fait l'objet de l'autorisation.

Ces conditions incluent :

— les valeurs limites d'émission à ne pas dépasser, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour que l'installation n'engendre pas de pollution atmosphérique d'un niveau significatif, en particulier par l'émission de substances énumérées à l'annexe II;

— au besoin les valeurs limites de la qualité de l'air ambiant et l'endroit où elles doivent être mesurées;

— la définition des procédures, des méthodes et de l'équipement de prélèvement et de mesure, en continu ou périodique, nécessaires à la vérification du respect des valeurs limites d'émission imposées;

— l'emplacement des points de prélèvement et de mesure;

— la définition des campagnes de mesures périodiques de façon à garantir des résultats représentatifs du niveau normal d'émission des substances considérées;

— les méthodes d'interprétation des résultats;

— l'obligation de consigner les résultats des mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité compétente et du fonctionnaire technique pendant une période de cinq ans, les résultats consignés devant permettre de vérifier si les valeurs limites applicables ont été respectées;

— l'obligation d'informer le fonctionnaire technique dans les plus brefs délais si les résultats des mesures effectuées font apparaître un dépassement des valeurs limites fixées;

— la période maximale admise des arrêts techniquement inévitables des dispositifs d'épuration, pendant lesquels les concentrations dans les rejets atmosphériques des substances que ces dispositifs visent à réduire dépassent les valeurs limites prévues;

— en cas de panne des dispositifs d'épuration, l'obligation de réduire ou d'arrêter les opérations, dès que l'opérateur le peut et jusqu'à ce que le fonctionnement normal puisse reprendre.

§ 2. L'autorité compétente impose ces conditions d'exploitation sur avis du fonctionnaire technique en tenant compte notamment :

— de la nature des émissions atmosphériques que l'installation peut rejeter;

— des meilleures technologies disponibles pour autant que celles-ci soient viables d'un point de vue technique et économique, dans le secteur industriel considéré;

— de la qualité de l'air ambiant;

— des normes et recommandations existantes.

CHAPITRE IV. — *Des obligations des demandeurs d'autorisation*

**Art. 4.** Les demandes d'autorisation contiennent les indications nécessaires en matière d'émissions atmosphériques en vue de satisfaire aux dispositions de l'article 3.

Ces indications incluent au moins une définition suffisante du processus de fabrication ainsi qu'une estimation du bilan qualitatif et quantitatif des matières et des énergies mises en oeuvre (matières premières et accessoires, énergie, produits finis, sous-produits, déchets, rejets atmosphériques ponctuels et diffus, ...).

CHAPITRE V. — *De l'imposition d'obligations nouvelles*

**Art. 5.** L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, peut à tout moment imposer de nouvelles conditions d'exploitation relatives à la lutte contre la pollution atmosphérique, afin d'adapter les installations visées à l'annexe I, aux meilleures technologies disponibles compte tenu notamment :

- des caractéristiques techniques de l'installation;
- du taux d'utilisation et de la durée de vie résiduelle de l'installation;
- de la nature et du volume des émissions polluantes de l'installation;
- de l'opportunité de ne pas entraîner de coûts excessifs pour les installations en question, eu égard notamment à la situation économique des entreprises du secteur considéré.

CHAPITRE VI — *Des modalités de contrôle*

**Art. 6.** L'exploitant fait effectuer à ses frais :

- a) le contrôle du bon état de fonctionnement et d'entretien des installations et des dispositifs d'épuration;
- b) les mesures périodiques des émissions;
- c) le cas échéant l'étalonnage initial et le contrôle de la validité des mesures des appareils de mesure en continu.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

**Art. 7. § 1er.** En ce qui concerne les installations existantes, l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, complète les autorisations conformément aux dispositions du présent arrêté en tenant compte des critères visés à l'article 5.

§ 2. Le délai laissé au titulaire d'une autorisation visée au § 1er pour respecter les conditions imposées dans un complément d'autorisation est fixé par l'autorité compétente, sur proposition du fonctionnaire technique.

**Art. 8.** En vue de compléter les autorisations ou les demandes d'autorisation en cours d'instruction, conformément aux dispositions du présent arrêté, les exploitants sont tenus de fournir au fonctionnaire technique tous les renseignements utiles.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 9.** Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, organise la collecte et la diffusion des informations concernant les meilleures technologies disponibles.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le Ministre qui a la protection de l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures

G. SPITAELS

Le Ministre de l'Environnement,  
des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe I

## CATEGORIES D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES (1)

1. Industrie de l'énergie
  - 1.1. Cokeries.
  - 1.2. Raffineries de pétrole brut (à l'exclusion des entreprises fabricant uniquement des lubrifiants à partir de pétrole brut).
  - 1.3. Installations de gazéification et de liquéfaction du charbon.
  - 1.4. Centrales thermiques et autres installations de combustion d'une puissance thermique nominale de plus de 50 MW.
2. Production et transformation des métaux
  - 2.1. Installations de calcination et frittage d'une capacité de plus de 1 000 tonnes par an de minerais métalliques.
  - 2.2. Installations intégrées de production de fonte et d'acier bruts.
  - 2.3. Fonderies de métaux ferreux ayant des installations de fusion d'une capacité totale supérieure à 5 tonnes.
  - 2.4. Installations de production et de fusion de métaux non ferreux ayant des installations d'une capacité totale supérieure à 1 tonne pour les métaux lourds ou 0,5 tonne pour les métaux légers.
3. Industries des produits minéraux non métalliques
  - 3.1. Installations de fabrication de ciment et production de chaux par fours rotatifs.
  - 3.2. Installations de production et de transformation d'amiante et fabrication de produits à base d'amiante.
  - 3.3. Installations de fabrication de fibres de verre ou de roche.

(1) Les seuils mentionnés dans cette annexe se réfèrent à des capacités de production.

3.4. Installations de fabrication de verre (ordinaire et spécial) d'une capacité annuelle supérieure à 5 000 tonnes.

3.5. Installations de fabrication de grosse céramique, notamment briques réfractaires, tuyaux de grès, briques de parement et de carrelage et tuiles de toiture.

4. Industrie chimique

4.1. Installations chimiques pour la production d'oléfines, dérivés d'oléfines, monomères et polymères.

4.2. Installations chimiques pour la fabrication d'autres produits intermédiaires organiques.

4.3. Installations pour la fabrication de produits chimiques inorganiques de base.

5. Elimination de déchets

5.1. Installations d'élimination de déchets toxiques et/ou dangereux par incinération.

5.2. Installations de traitement d'autres déchets solides et liquides par incinération.

6. Industries diverses

6.1. Installations de fabrication de pâte à papier par méthode chimique d'une capacité de production de 25 000 tonnes ou plus par an.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles.

Namur, le 9 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement,  
des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe II

**LISTE MINIMALE DES SUBSTANCES POLLUANTES A PRENDRE EN COMPTE**  
(au sens de l'article 3)

1. Dioxyde de soufre et autres composés soufrés.
2. Oxydes d'azote et autres composés azotés.
3. Monoxyde de carbone.
4. Substances organiques, et notamment les hydrocarbures (à l'exclusion du méthane).
5. Poussières.
6. Métaux lourds et composés de métaux lourds.
7. Amiante (particules en suspension et fibres).
8. Fibres de verre et de roche.
9. Chlore et composés chlorés.
10. Fluor et composés fluorés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles.

Namur, le 9 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement,  
des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 556

[C — 27097]

**9. DEZEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen**

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 84/360/EWG vom 28. Juni 1984 zur Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1988 über die Kontrolle der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel;

Aufgrund der Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 zur Genehmigung der allgemeinen Arbeitsschutzordnung;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden und seiner folgenden Erlasse;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Erlasse vom 9. April 1987, vom 30. Juni 1988, vom 4. und vom 25. Juli 1991 und seiner folgenden Erlasse;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 7. Juli 1988 über die Gruben und seiner folgenden Erlasse;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche und seiner folgenden Erlasse;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige und gefährliche Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle vom 28. Oktober 1992;

Aufgrund des Gutachtens des begutachtenden Regionalausschusses für den Steinbruchbetrieb vom 12. November 1992;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

#### KAPITEL I. — Anwendungsbereich

**Artikel 1.** Der vorliegende Erlaß findet Anwendung auf die Kategorien von Industrieanlagen, die in Anhang I angegeben sind.

Er ergänzt die Genehmigungsverfahren, denen die Kategorien erwähnter Industrieanlagen aufgrund anderer Regelungen schon unterworfen sind.

#### KAPITEL II. — Begriffsbestimmungen

**Art. 2.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Genehmigungen :

- die Betriebsgenehmigungen, die aufgrund der allgemeinen Arbeitsschutzordnung erteilt werden;
- die Erschließungserlaubnisse, die aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden erteilt werden;
- die Betriebsgenehmigungen über die Anlagen zur Beseitigung bzw. Verwertung von Abfällen, die aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle erteilt werden;
- die Bergwerkskonzessionsurkunden, die aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben erteilt werden;
- die Abbauerlaubnisse, die aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche erteilt werden;

2° Emissionsgrenzwert : Gehalt und/oder Masse an Schadstoffen in den Emissionen aus Anlagen, die während bestimmter Zeiträume nicht überschritten werden dürfen;

3° Luftqualitätsgrenzwert : Gehalt an Schadstoffen in der Luft, der während bestimmter Zeiträume nicht überschritten werden darf;

4° zuständiger Behörde : Behörde, die mit der Erteilung der in 1° bezeichneten Genehmigungen oder Erlaubnisse beauftragt ist;

5° technischer Beamter : den Beamten der Abteilung für Bekämpfung der Verschmutzungen und für Bodenwirtschaft, des Wallonischen Amtes für Abfälle oder der Abteilung für industrielle Verschmutzungen, der jeweils in seinem Bereich vom Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt beauftragt wird, die Ausführung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses vorzunehmen und zu überprüfen;

6° Anlage : gewerblichen oder öffentlichen Zwecken dienende Betriebsstätte oder sonstige ortsfeste Einrichtung, die zu einer Verunreinigung der Luft führen kann;

7° Bestehender Anlage : Anlage, für die die Betriebsgenehmigung und/oder die Baugenehmigung vor dem Infratreten des vorliegenden Erlasses erteilt worden ist.

#### KAPITEL III. — Genehmigungen

**Art. 3. § 1.** Die Genehmigungen bezüglich der Anlagen, die durch die in Anhang I aufgeführten Kategorien betroffen sind, beinhalten Sonderbedingungen betreffend den Betrieb in Sachen Luftverschmutzung, die auf die Anlage, Gegenstand der Genehmigung, anwendbar sind.

Diese Bedingungen enthalten :

- die nicht zu überschreitenden Emissionsgrenzwerte, sowie die gesamten erforderlichen Maßnahmen, damit die Anlage keine signifikante Luftverschmutzung, insbesondere durch die Emission der in Anhang II aufgeführten Stoffe, verursachen kann;
- wenn erforderlich, die Qualitätsgrenzwerte der umgehenden Luft und die Stelle, wo sie gemessen werden müssen;
- die Bestimmung der Verfahren, Methoden und Geräte zur fortlaufenden oder periodischen Probenahme und Messung, die notwendig für die Überprüfung der Einhaltung der verlangten Emissionsgrenzwerte sind;
- die Anordnung der Entnahme- und Analysstellen;
- die Bestimmung der periodischen Meßprogramme, um für den normalen Emissionswert der betreffenden Stoffe repräsentative Ergebnisse zu gewährleisten;
- die Interpretationsmethoden der Ergebnisse;
- die Verpflichtung, die Ergebnisse der Messungen schriftlich niederzulegen und diese fünf Jahre lang zur Verfügung der zuständigen Behörde und des technischen Beamten zu stellen. Durch die schriftlich niedergelegten Ergebnisse wird es möglich zu überprüfen, ob die anwendbaren Grenzwerte eingehalten worden sind;
- die Verpflichtung, den technischen Beamten unverzüglich zu benachrichtigen, wenn die Ergebnisse der ausgeführten Messungen eine Überschreitung der festgelegten Grenzwerte zeigen;
- bei technisch unvermeidbaren Ausfällen der Reinigungsvorrichtungen, für welche Zeiträume der Gehalt an Schadstoffen in den Emissionen, der durch diese Vorrichtungen eingeschränkt werden soll, die vorgesehenen Grenzwerte überschreitet;
- bei Ausfällen der Reinigungsvorrichtungen, die Verpflichtung des Betreibers den Betrieb so bald wie möglich und bis zur Wiederherstellung normaler Betriebsbedingungen zu verlangsamen oder einzustellen.

§ 2. Die zuständige Behörde schreibt diese Betriebsbedingungen auf Gutachten des technischen Beamten vor, insbesondere unter Berücksichtigung von :

- der Art der Luftemissionen, die von der Anlage abgegeben werden können;
- den besten verfügbaren Technologien, sofern sie technisch und wirtschaftlich gesehen im betroffenen Industriesektor durchführbar sind;
- der Qualität der umgehenden Luft;
- den vorhandenen Normen und Empfehlungen.

KAPITEL IV. — *Verpflichtungen der Antragsteller einer Genehmigung*

Art. 4. Die Anträge auf Genehmigung beinhalten die Angaben, die in Sachen Luftemissionen zwecks der Erfüllung der Bestimmungen von Artikel 3 notwendig sind.

Diese Angaben enthalten wenigstens eine genügende Bestimmung des Herstellungsverfahrens sowie eine Schätzung der qualitativen und quantitativen Bilanz der gebrauchten Stoffe und Energien (Roh- und Nebenstoffe, Energie, Endprodukte, Beiprodukte, Abfälle, punktuelle und diffuse Emissionen,...)

KAPITEL V. — *Vorschreibung neuer Verpflichtungen*

Art. 5. Auf Gutachten des technischen Beamten darf die zuständige Behörde jederzeit neue Betriebsbedingungen betreffend die Bekämpfung der Luftverschmutzung vorschreiben, um die in Anhang I erwähnten Anlagen an die besten verfügbaren Technologien anzupassen; zu berücksichtigen sind dabei insbesondere :

- die technischen Besonderheiten der Anlage;
- der Auslastungsgrad und die Restnutzungsdauer der Anlage;
- Art und Menge der von der Anlage emittierten Schadstoffe;
- der Grundsatz, daß dies für die betreffenden Anlagen, insbesondere in Anbetracht der wirtschaftlichen Lage der Unternehmen der jeweiligen Kategorie, nicht mit unverträglich hohen Kosten verbunden sein sollte.

KAPITEL VI. — *Überprüfungsmodalitäten*

Art. 6. Der Betreiber läßt folgendes auf eigenen Kosten ausführen :

- a) die Überprüfung der Funktionsfähigkeit und der Instandhaltung der Anlagen und der Reinigungsvorrichtungen;
- b) die periodischen Messungen der Emissionen;
- c) gegebenenfalls die Anfangseichung und die Überprüfung der Gültigkeit der Messungen der Geräte zur fortdauernden Messung.

KAPITEL VII. — *Übergangsbestimmungen*

Art. 7. § 1. Was die bestehenden Anlagen betrifft ergänzt die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten die Genehmigungen gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und unter Berücksichtigung der in Artikel 5 erwähnten Kriterien.

§ 2. Die Frist, auf die der Inhaber einer in § 1 erwähnten Genehmigung gesetzt wird, um die in der ergänzenden Genehmigung verlangten Bedingungen einzuhalten, wird von der zuständigen Behörde auf Gutachten des technischen Beamten festgelegt.

Art. 8. Zwecks der Ergänzung der Genehmigungen oder der untersuchten Anträge auf Genehmigung werden die Betreiber gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses verpflichtet, dem technischen Beamten die gesamten erforderlichen Auskünfte mitzuteilen.

KAPITEL VIII. — *Schlußbestimmungen*

Art. 9. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, sorgt für die Sammlung und die Verbreitung der Auskünfte betreffend die besten verfügbaren Technologien.

Art. 10. Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Dezember 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

## Anhang I

## KATEGORIEN VON INDUSTRIEANLAGEN (1)

1. Energiewirtschaft
  - 1.1. Kokereien.
  - 1.2. Raffinerien für Erdöl (ausgenommen Unternehmen, die nur Schmiermittel aus Erdöl herstellen).
  - 1.3. Anlagen zur Kohlevergasung und Kohleverflüssigung.
  - 1.4. Wärmekraftwerke (mit Ausnahme von Kernkraftwerken) und andere Verbrennungsanlagen mit einer Wärme-Nennleistung von mehr als 50 MW.
2. Metallherstellung und -verarbeitung
  - 2.1. Röst- und Sinteranlagen mit einer Kapazität von mehr als 1000 Tonnen Erz im Jahr.
  - 2.2. Integrierte Anlagen zur Erzeugung von Roheisen und Rohstahl.
  - 2.3. Eisengießereien mit Schmelzanlagen mit einem Fassungsvermögen von mehr als 5 Tonnen.
  - 2.4. Anlagen zur Erzeugung und zum Schmelzen von Nichteisenmetallen mit Anlagen mit einem Gesamtfassungsvermögen von mehr als 1 Tonne für Schwermetalle und 500 kg für Leichtmetalle.
3. Industrie der nichtmetallischen Mineralstoffe
  - 3.1. Anlagen zur Herstellung von Zement und Drehofenkalk.
  - 3.2. Anlagen zur Erzeugung und Verarbeitung von Asbest und zur Herstellung von Asbestzeugnissen.
  - 3.3. Anlagen zur Herstellung von Glas- und Geistesfasern.

(1) Die in diesem Anhang genannten Schwellenwerte beziehen sich auf Produktionskapazitäten.

3.4. Anlagen zur Herstellung von (Normal- und Spezial-) Glas mit einem Fassungsvermögen von mehr als 5 000 Tonnen pro Jahr.

3.5. Anlagen zur Herstellung von Grobkeramik, insbesondere feuerfester Normalstein, Steinrohre, Ziegelstein für Wände und Fußböden sowie Dachziegel.

4. Chemische Industrie

4.1. Chemische Anlagen für die Herstellung von Olefinen, Olefinderivaten, Monomeren und Polymeren.

4.2. Chemische Anlagen für die Herstellung anderer organischer Zwischenerzeugnisse.

4.3. Anlagen für die Herstellung anorganischer Grundchemikalien.

5. Abfallbeseitigung

5.1. Anlagen, die dazu bestimmt sind, toxischen und/oder gefährlichen Abfall durch Verbrennen zu beseitigen.

5.2. Anlagen zur Aufbereitung anderer fester und flüssiger Abfälle durch Verbrennen.

6. Verschiedene Industrie

6.1. Anlagen zur chemischen Erzeugung von Papiermasse mit einer Produktionskapazität von mindestens 25 000 Tonnen im Jahr.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 1993 zur Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Dezember 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

—  
Anhang II

**LISTE DER WICHTIGSTEN SCHADSTOFFE**  
(im Sinne des Artikels 3)

1. Schwefeldioxid und andere Schwefelverbindungen.
2. Stickstoffoxide und andere Stickstoffverbindungen.
3. Kohlenmonoxid.
4. Organische Stoffe und insbesondere Kohlenwasserstoffe (außer Methan).
5. Staub.
6. Schwermetalle und metallhaltige Verbindungen.
7. Asbest (Schwebeteilchen und Fasern).
8. Glas- und Gesteinsfasern.
9. Chlor und Chlorverbindungen.
10. Fluor und Fluorverbindungen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 1993 zur Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Dezember 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

—  
VERTALING

**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

N. 94 — 556

[C — 27097]

**9 DECEMBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte luchtverontreiniging**

De Waalse Regering,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op Richtlijn 84/360/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 juni 1984 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte luchtverontreiniging;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van luchtverontreiniging;

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoomtuigen en stoomketels, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1974 en 22 december 1989;

Gelet op de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947 tot goedkeuring van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenberggen en zijn daaropvolgende besluiten;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 en 25 juli 1991 en zijn daaropvolgende besluiten;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juli 1988 op de mijnen en zijn daaropvolgende besluiten;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 oktober 1988 op de groeven en zijn daaropvolgende besluiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op het advies van de « Commission des déchets » (Commissie voor afvalstoffen) van 28 oktober 1992;

Gelet op het advies van de « Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières » (Gewestelijke adviescommissie voor groefontginning) van 12 november 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

**Artikel 1.** Dit besluit geldt voor de in bijlage I vermelde categorieën industriële inrichtingen.

Het vult de vergunningsprocedures aan waaraan de bedoelde categorieën industriële inrichtingen reeds krachtens andere reglementen onderworpen zijn.

#### HOOFDSTUK II. — Definities

**Art. 2.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1<sup>o</sup> vergunningen :

— de krachtens het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming toegekende ontginningsvergunningen;

— de krachtens het decreet van 9 mei 1985 op de steenbergren toegekende valorisatievergunningen;

— de krachtens het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen toegekende machtigingen tot exploitatie van verwijderings- of valorisatiebedrijven van afvalstoffen;

— de krachtens het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen toegekende concessieakten;

— de krachtens het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven toegekende winningsvergunningen;

2<sup>o</sup> emissiegrenswaarde : concentratie en/of massa van verontreinigende stoffen, gedurende een bepaalde periode, in emissies afkomstig van inrichtingen, die niet mag worden overschreden;

3<sup>o</sup> grenswaarde van de luchtkwaliteit : concentratie, gedurende een bepaalde periode, van verontreinigende stoffen in de lucht, die niet mag worden overschreden;

4<sup>o</sup> bevoegde overheid : de overheid belast met de toekenning van de onder punt 1<sup>o</sup> bedoelde vergunningen of machtigingen;

5<sup>o</sup> technische ambtenaar : de ambtenaar van de « Division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-sol » (Afdeling Verontreinigingsvoorkoming en Beheer van de Ondergrond) van de « Office régional wallon des Déchets » (Waalse Gewestelijke Dienst voor Afvalstoffen) of van de « Division des Pollutions industrielles » (Afdeling Industriële Verontreinigingen), die, ieder wat hem betreft, door de directeur-generaal van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) belast wordt met de uitvoering en het toezicht op de uitvoering van de bepalingen van dit besluit;

6<sup>o</sup> inrichting : een bedrijf of een andere inrichting die voor industriële doeleinden of voor het openbaar nut wordt gebruikt en die luchtverontreiniging kan veroorzaken;

7<sup>o</sup> bestaande inrichting : een inrichting waarvoor een exploitatievergunning en/of een bouwvergunning zijn/is verleend vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

#### HOOFDSTUK III. — Vergunningen

**Art. 3. § 1.** De vergunningen voor inrichtingen van de in bijlage I bedoelde categorieën vermelden bijzondere exploitatievoorwaarden inzake luchtverontreiniging, die gelden voor de inrichting waarop de vergunning betrekking heeft.

Die voorwaarden bevatten :

— de niet te overschrijden emissiegrenswaarden, alsmede alle vereiste maatregelen opdat de inrichting geen belangrijke luchtverontreiniging zou veroorzaken, in het bijzonder door de emissie van in bijlage II vermelde stoffen;

— zonodig de grenswaarden van de luchtkwaliteit en de plaats waar die waarden moeten worden gemeten;

— de procedures, methodes en apparatuur voor monsterneming en continue of periodieke metingen die de controle van de naleving van de opgelegde emissiegrenswaarden moeten mogelijk maken;

— de ligging van de monsternemings- en meetpunten;

— de vaststelling van de periodieke meetprogramma's om ervoor te zorgen dat de meetresultaten een representatief beeld geven van het normale emissieniveau van de betrokken stoffen;

— de methodes voor de interpretatie van de resultaten;

— de verplichting de resultaten van de metingen te registreren en ze gedurende een periode van vijf jaar ter beschikking te stellen van de bevoegde overheid en van de technische ambtenaar; aan de hand van die resultaten kan worden nagegaan of aan de gestelde grenswaarden is voldaan;

— als uit de verrichte metingen blijkt dat de vastgestelde grenswaarden zijn overschreden, de verplichting de technische ambtenaar daarvan zo spoedig mogelijk op de hoogte te stellen;

— de toegelaten maximumperiode voor de technisch onvermijdelijke stopzetting van de zuiveringsinrichtingen tijdens welke de concentraties van de in de atmosfeer geloosde stoffen waarvoor deze inrichtingen bedoeld zijn de vastgestelde grenswaarden overschrijden;

— in geval van een storing van de zuiveringsinrichtingen, de verplichting de werking van de installatie te beperken of deze stil leggen zodra dit mogelijk is, totdat de normale werking kan worden hersteld.

§ 2. De bevoegde overheid legt die exploitatievoorwaarden op op advies van de technische ambtenaar, met name rekening houdende met :

— de aard van de luchtmissies van de inrichting;

— de beste beschikbare technologieën voor zover zij technisch en economisch uitvoerbaar zijn in de betrokken industriële sector;

— de luchtkwaliteit;

— de bestaande normen en aanbevelingen.



HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van de vergunningsaanvrager*

Art. 4. Om te voldoen aan de bepalingen van artikel 3 moeten de vergunningsaanvragen de nodige gegevens inzake lichtemissies bevatten.

Die gegevens bevatten ten minste een toereikende bepaling van het fabricageproces, alsmede een raming van het kwalitatieve en kwantitatieve overzicht van de aangewende stoffen en energieën (grondstoffen en bijkomende stoffen, energie, uitgangsprogramten, bijprodukten, afvalstoffen, verwaarde en gerichte lichtemissies,...)

HOOFDSTUK V. — *Het opleggen van nieuwe verplichtingen*

Art. 5. Op advies van de technische ambtenaar kan de bevoegde overheid telkens nieuwe exploitatievoorwaarden inzake bestrijding van de luchtverontreiniging opleggen om de in bijlage I bedoelde inrichtingen aan te passen aan de beste beschikbare technologieën, met name rekening houdende met :

- de technische kenmerken van de inrichting;
- de gebruiksgraad en de residuele levensduur van de inrichting;
- de aard en het volume van de verontreinigende emissies van de inrichting;
- de wenselijkheid geen overmatig hoge kosten te veroorzaken voor de betrokken inrichting met name rekening houdende met de economische situatie van de tot de betrokken categorie behorende ondernemingen.

HOOFDSTUK VI. — *Controlemodaliteiten*

Art. 6. De exploitant laat op eigen kosten overgaan :

- a) tot de controle van de goede staat van werking en onderhoud van de inrichtingen en de zuiverings-systemen;
- b) tot periodieke metingen van de emissies;
- c) in voorkomend geval tot de oorspronkelijke ijking en de controle van de geldigheid van de continue metingen uitgevoerd door meetinrichtingen.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 7. § 1. Wat de bestaande installaties betreft, vult de bevoegde overheid de vergunningen aan overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en rekening houdende met de in artikel 5 bedoelde criteria.

§ 2. De termijn waarover de houder van een in § 1 bedoelde vergunning beschikt om te voldoen aan de in een vergunningscomplement opgelegde voorwaarden, wordt op advies van de technische ambtenaar vastgesteld door de bevoegde overheid.

Art. 8. Overeenkomstig de bepalingen van dit besluit zijn de exploitanten verplicht de technische ambtenaar alle nodige inlichtingen te verstrekken ter vervollediging van de vergunningen of de onderzochte vergunningsaanvragen.

HOOFDSTUK VIII. — *Slopbepalingen*

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort, regelt de inzameling en de bekendmaking van de inlichtingen over de beste beschikbare technologieën.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 9 december 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## Bijlage I

## CATEGORIEN VAN INDUSTRIELE INRICHTINGEN (1)

1. Energieindustrie
  - 1.1. Cokesfabrieken.
  - 1.2. Olieraffinaderijen (met uitzondering van ondernemingen die uitsluitend smeermiddelen uit ruwe olie vervaardigen).
  - 1.3. Inrichtingen voor vergassing en vloeibaarmaking van steenkool.
  - 1.4. Thermische centrales en andere verbrandingsinrichtingen met een nominaal verwarmingsvermogen van meer dan 50 MW.
2. Productie en omzetting van metalen
  - 2.1. Inrichtingen met een capaciteit van meer dan 1.000 ton per jaar voor het roosten en sinteren van ertsen.
  - 2.2. Geïntegreerde inrichtingen voor de productie van ruwijzer en ruwstaal.
  - 2.3. Smelterijen van ferrometalen met smeltinrichtingen met een totale capaciteit van meer dan 5 ton.
  - 2.4. Inrichtingen voor de productie en het smelten van non-ferrometalen met inrichtingen met een totale capaciteit van meer dan 1 ton voor zware metalen of 0,5 ton voor lichte metalen.
3. Industrieën op het gebied van niet-metalaachtige minerale produkten
  - 3.1. Inrichtingen voor de fabricage van cement en de productie van kalk door middel van draaiovens.
  - 3.2. Inrichtingen voor de productie en de omzetting van asbest en voor de fabricage van asbestprodukten.
  - 3.3. Inrichtingen voor de fabricage van glas- of rotsvezels.

(1) De in deze bijlage vermelde drempels hebben betrekking op productiecapaciteiten.

3.4. Inrichtingen voor de fabricage van glas (gewoon en speciaal glas) met een jaarcapaciteit van meer dan 5000 ton..

3.5. Inrichtingen voor de fabricage van grove ceramiek, met name vuurvaste stenen, gresbuizen, sier- en bestratingsstenen en dakpannen.

4. Chemische industrie

4.1. Chemische inrichtingen voor de produktie van alkenen, alkeenderivaten, monomeren en polymeren.

4.2. Chemische inrichtingen voor de fabricage van organische tussenprodukten.

4.3. Inrichtingen voor de fabricage van anorganische chemische basisprodukten.

5. Afvalverwijdering

5.1. Inrichting voor de verwijdering van giftige en/of gevaarlijke afvalstoffen door verbranding.

5.2. Inrichtingen voor de behandeling van andere vaste en vloeibare afvalstoffen door verbranding.

6. Diverse industrieën

6.1. Inrichtingen voor de chemische fabricage van papierpap met een produktiecapaciteit van 25 000 ton of meer per jaar.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 9 december 1993 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte luchtverontreiniging.

Namen, 9 december 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage II

**MINIMUM LIJST VAN DE IN AANMERKING TE NEMEN VERONTREINIGENDE STOFFEN**

1. Zwavel dioxyde en andere zwavelverbindingen.
2. Stikstofoxyden en andere stikstofverbindingen.
3. Koolmonoxyde.
4. Organische stoffen, met name koolwaterstoffen (met uitzondering van methaan).
5. Stof.
6. Zware metalen en verbindingen daarvan.
7. Asbest (zwevende deeltjes en vezels).
8. Glas- en rotsvezels.
9. Chloor en chloorverbindingen.
10. Fluor en fluorverbindingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 9 december 1993 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte verontreiniging.

Namen, 9 december 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

9 DECEMBRE 1993

**Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations d'incinération de déchets ménagers**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 89/369/CEE du 8 juin 1989 concernant la prévention de la pollution atmosphérique en provenance des installations nouvelles d'incinération des déchets municipaux;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 89/429/CEE du 21 juin 1989 concernant la réduction de la pollution atmosphérique en provenance des installations existantes d'incinération des déchets municipaux;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 1er;